

# Bulletin du FMI

## PRINTEMPS ARABE

### Le FMI présente un plan de soutien de 3 milliards de dollars en faveur de l'Égypte

Bulletin du FMI en ligne  
5 juin 2011



Un marché à Luxor. Le nouveau programme permet d'engager des dépenses supplémentaires en faveur de l'emploi et de la protection des pauvres à un moment historique. (photo: Newscom)

- Le programme vise à promouvoir la justice sociale et à soutenir la reprise économique
- Le nouveau budget prévoit des dépenses supplémentaires en faveur de la création d'emplois et dans le domaine social
- L'appui du FMI fait partie d'un vaste effort international d'aide à la transformation au Moyen-Orient

L'Égypte a conclu un accord avec le Fonds monétaire international sur un projet de montage financier de 3 milliards de dollars qui appuiera le programme de réformes économiques du pays à un moment crucial où le pays adopte la démocratie.

« Après une révolution et pendant une période difficile de transition politique, les autorités égyptiennes ont mis en place un programme économique d'inspiration nationale dont l'objectif ultime est de promouvoir la justice sociale », a déclaré [Ratna Sahay](#), Directrice adjointe du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

L'[accord de confirmation](#) d'un an qui a été présenté au Caire le 5 juin contient des mesures visant à soutenir la reprise économique, à créer des emplois et à aider les ménages à faible revenu, tout en préservant la stabilité économique. Il aidera l'Égypte à jeter les bases d'un programme économique plus solidaire qui encourage une croissance tirée par le secteur privé.

L'Égypte est le premier pays bénéficiaire de l'aide financière du FMI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis que le mouvement du printemps arabe a commencé en début d'année. Lors d'un [sommet du Groupe des Huit](#) le mois dernier à Deauville, en France, le FMI a annoncé qu'il mettrait à la disposition de la région jusqu'à 35 milliards de dollars d'aide financière au cours des prochaines années.

#### Augmenter les dépenses sociales

« Je salue la détermination des autorités égyptiennes à opérer des changements durables et des réformes structurelles en ce moment historique pour leur pays », a [déclaré](#) le Directeur général par intérim du FMI, John Lipsky, à Washington. « Nous sommes convaincus que les

objectifs du programme, à savoir promouvoir la justice sociale, favoriser la reprise, préserver la stabilité macroéconomique et créer des emplois, seront bénéfiques pour la population égyptienne. Je ne me réjouis de recommander ce programme au Conseil d'administration du FMI le mois prochain. »

Le programme économique des autorités présente un [budget révisé](#) pour le prochain exercice, qui commence le 1er juillet. Ce nouveau budget prévoit des dépenses supplémentaires en faveur de la création d'emplois et de la protection des pauvres, tout en limitant la hausse du déficit, a noté Mme Sahay.

Le déficit budgétaire de l'Égypte s'est creusé ces derniers mois, en raison des dépenses extraordinaires qui ont été engagées par le gouvernement à la suite des manifestations. Ce déficit plus élevé sera financé en partie par des dons et prêts étrangers de partenaires multilatéraux et de banques de développement multilatérales, y compris du FMI. Cette stratégie permet d'assurer que des ressources intérieures suffisantes restent disponibles pour le crédit au secteur privé, et contribue à réduire les coûts de l'emprunt et à allonger les échéances de la dette publique.

Les dépenses dans le nouveau budget privilégieront le capital humain et l'investissement social, ainsi que les travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre afin de réaliser une croissance riche en emplois.

En ce qui concerne les recettes, le budget prévoit plusieurs réformes fiscales qui permettront de dégager des ressources pour de nouvelles dépenses sociales et d'accroître l'équité grâce à une hausse modérée de la progressivité du système fiscal. Ces réformes compléteront les efforts déployés pour renforcer l'administration de l'impôt et améliorer le respect des obligations fiscales.

Le plan du gouvernement prévoit aussi plusieurs réformes structurelles fondamentales, notamment l'adoption d'une taxe à la consommation semblable à une TVA et une réforme du système très inéquitable et coûteux des subventions, des réformes qui sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques et réduire le déficit budgétaire à moyen terme.

Lors d'une conférence de presse organisée au Ministère égyptien des finances au Caire, Mme Sahay a déclaré que le FMI souscrivait aux vues du gouvernement selon lesquelles la mise en œuvre immédiate de ces réformes n'était pas possible dans le contexte de cet accord, car des travaux préparatoires supplémentaires sont nécessaires pour veiller à ce qu'un dispositif de sécurité efficace soit en place pour protéger les ménages à faible revenu. « Le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de préparer une feuille de route pour faciliter l'exécution de ces réformes à l'avenir », a-t-elle déclaré.

Une cinquantaine de journalistes locaux et étrangers, y compris plusieurs chaînes de télévision et de radio, ont participé à cette conférence de presse.

Parmi les autres éléments du programme :

- Une politique **monétaire** et une politique **de change** visant à préserver la stabilité macroéconomique, notamment en maintenant un certain niveau de réserves pour constituer un volant contre des chocs, et à réduire l'inflation à moyen terme.
- Une politique du **secteur financier** visant à préserver la solidité du système bancaire et la stabilité du secteur financier.
- Des mesures visant à accroître la **transparence** et à mettre en place un environnement économique plus concurrentiel, en mettant l'accent sur l'appui aux petites et moyennes entreprises.

### **Vaste effort international**

Le FMI collabore étroitement avec la Banque mondiale et d'autres banques de développement multilatérales pour établir une démarche intégrée visant à stabiliser et à moderniser les économies de la région. Cette collaboration, le « partenariat de Deauville pour le Moyen-Orient », a été engagée lors du sommet du Groupe des Huit à la fin du mois de mai.

La Banque mondiale s'est engagée à fournir 4,5 milliards de dollars à l'Égypte au cours des deux prochaines années pour lui permettre de faire face à son déficit budgétaire et à son manque de réserves, et pour financer des réformes qui renforceront ses perspectives de crédit et d'investissement. Au cours des dernières semaines, l'Arabie Saoudite, le Qatar, les États-Unis et d'autres pays ont promis aussi des montants élevés à l'Égypte.